

Les crédits

atteler un cheval. C'était l'héritage du Parti conservateur des années 1930. La même chose se produit aujourd'hui, dans les années 1990, avec le Parti conservateur.

Il existe des mesures à prendre pour remédier à la situation au Canada. Bien sûr, il y a des domaines où il faut effectuer des coupes, notamment en rationalisant les ministères et les organismes gouvernementaux. Ce n'est pourtant pas la principale façon de contrôler la dette.

Il se peut qu'il y ait du gaspillage. Je pense à la publicité gouvernementale, par exemple. Le gouvernement consacre des millions de dollars à des fins de publicité et de sondage de l'opinion publique.

Je me demande si ma collègue de Calgary appuie de telles dépenses. Si l'on compare les montants que le gouvernement fédéral consacre aux sondages et à la publicité aujourd'hui avec ceux qui y étaient affectés il y a huit, dix, quinze ou vingt ans, on constate une hausse vertigineuse. Je considère que c'est du gaspillage.

Il y a aussi la question des priorités. Pourquoi dépenser 5,8 milliards échelonnés sur 14 ans pour acquérir des hélicoptères dont le Canada n'a pas besoin?

Mme Sparrow: Nous en avons besoin.

M. Nystrom: Nous n'avons pas besoin de dépenser 5,8 milliards de dollars pour des hélicoptères maintenant. C'est une question de priorités. Cet argent peut notamment servir à la création d'emplois, à l'expansion économique, à la formation et aux garderies.

M. McDermid: Nous créons ainsi 43 000 emplois.

M. Nystrom: Bien sûr, vous créez des emplois. Vous les créez en dépensant, entre autres, pour acheter des hélicoptères, alors que vous pourriez en créer davantage en investissant cet argent dans le programme national de garderies que votre parti a promis en 1988. Ce parti a fait une promesse, mais il ne l'a pas tenue. C'est un fait. Cela fait partie de l'héritage du Parti conservateur du Canada.

Une autre raison qui explique que le Canada soit aux prises avec une dette épouvantable, c'est toute la question des taux d'intérêt.

• (1125)

Pendant des années, le Parti conservateur a appliqué au pays une politique de resserrement du crédit qui a maintenu notre taux d'escompte à un niveau beaucoup plus élevé que celui des États-Unis. Mes amis d'en face en sont fort conscients. Pendant des années, les taux d'intérêt à court terme dans notre pays étaient supérieurs de 2 p. 100, 3 p. 100, 4 p. 100 et même 5 p. 100 à ceux des États-Unis. Cette situation a fait que nous nous retrou-

vons aujourd'hui avec un déficit énorme qui, autrement, ne se serait pas accumulé à ce rythme.

Un document intéressant a été distribué lors d'une conférence de presse qui s'est tenu dans cet édifice il y a quelques minutes à peine. Le gouvernement y cite un professeur, Ernie Stokes, qui a déclaré ce qui suit dans un article publié récemment dans le *Canadian Business Economics*: «Si l'écart était de 2 p. 100 entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis, le déficit fédéral prévu pour 1993-1994 serait de 4 milliards de dollars et non pas de 34 milliards de dollars, ce qui représenterait une économie d'environ 30 milliards de dollars.»

Ainsi, le gouvernement d'en face a délibérément appliqué une politique de taux d'intérêt élevés, ce qui a eu pour effet de faire augmenter le loyer de l'argent et de créer un déficit fédéral qui, autrement, n'existerait pas. Comme le mentionne ce professeur, si le taux d'escompte au Canada ne s'était pas écarté de plus de 2 p. 100 de celui des États-Unis, non seulement le gouvernement fédéral aurait-il réalisé des économies, mais ce serait aussi le cas des gouvernements provinciaux, des consommateurs canadiens, ainsi que des agriculteurs dans ma circonscription. Les gens pourraient emprunter de l'argent, les agriculteurs garder leurs fermes et acheter de l'équipement, les petites entreprises prendre de l'expansion, et les Canadiens en général pourraient obtenir des hypothèques, acheter et rénover des maisons, et contracter des prêts personnels.

Le gouvernement conservateur a étouffé l'économie canadienne. Il l'a littéralement fait suffoquer, de sorte qu'il y a maintenant des centaines de milliers de Canadiens au chômage qui auraient un emploi si notre taux d'escompte n'avait pas dépassé de plus de 2 p. 100 celui des États-Unis. Le gouvernement a appliqué délibérément cette politique dans une tentative désespérée pour lutter contre l'inflation et préserver la valeur du dollar canadien.

Depuis les années 1930, aucun gouvernement n'a causé à l'économie canadienne un préjudice aussi grave que ne l'a fait le gouvernement du premier ministre qui siège en face. Cette politique des taux d'intérêt élevés, de même que la mise en oeuvre de la TPS et le resserrement de l'économie canadienne par le gouvernement ont eu pour conséquence d'entraîner un taux de chômage élevé au pays. Il y a maintenant des centaines de milliers de sans-emploi qui doivent compter sur l'assurance-chômage ou sur l'aide sociale versée par les gouvernements provinciaux en vertu d'un programme de partage